



UN-HABITAT

DISCOURS DE M. DANIEL BIAU

DIRECTEUR EXECUTIF ADJOINT

A l'occasion de la célébration de la
Journée Mondiale de l'Habitat

Casablanca
4 octobre 2004

M. Ahmed Taoufiq HEJIRA, Ministre Délégué auprès du Premier Ministre, Chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme,

M. SAJID, Maire de Casablanca,

M. DE CASTERLE, Représentant Coordinateur du système des Nations Unies,

M. le Ministre d'Etat, Messieurs les Ministres, Excellences,

Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatique,

Mesdames et Messieurs, chers amis et collègues,

Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de l'habitat qui se tient tous les ans le premier lundi d'octobre ; nous célébrons aussi le lancement au Maroc des Campagnes nationales sur la bonne gouvernance urbaine et sur la sécurité foncière et immobilière, nous célébrons enfin l'ouverture de la semaine « Convergence Urbanisme Habitat ».

Je suis très heureux d'être à Casablanca avec vous et de vous adresser, au nom d'ONU-HABITAT, l'Agence des Nations Unies pour les villes, toutes les félicitations de la communauté internationale pour les efforts incessants menés par le Royaume du Maroc afin d'améliorer les conditions de vie et de logement du peuple marocain et de rendre les villes plus dynamiques, plus inclusives, plus saines et plus sûres. La Journée mondiale de l'habitat comme les deux Campagnes sur la gouvernance et la sécurité immobilière visent à concentrer notre attention sur des principes essentiels qui font l'objet d'un consensus international et qui doivent guider les politiques d'aménagement, d'urbanisme et d'habitat partout dans le monde.

Le message de la Journée mondiale de l'habitat est clair. Il vient de nous être rappelé par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Koffi Annan. La Directrice Exécutive d'ONU-HABITAT, Mme Anna Tibajuka a choisi le thème de cette année « Villes – moteurs du développement rural » pour souligner l'interdépendance économique, sociale et environnementale entre zones urbaines et zones rurales. Elle a souligné que le développement durable exige de considérer le rural et l'urbain comme faisant partie d'un même système intégré. Elle a surtout observé que les villes peuvent être les moteurs du développement rural à condition de renforcer les organes de planification et d'aménagement à tous les niveaux.

Le message de notre Directrice est extrêmement pertinent pour le Maroc, un pays où le taux d'urbanisation atteint 58% et où le taux de croissance urbaine est de 2,5% par an ; un pays dont la population urbaine passera de 19 à 31 millions d'habitants dans les 25 prochaines années ; un pays où les villes sont à l'évidence le moteur du développement national.

Je me réjouis de célébrer la Journée mondiale de l'habitat dans cette belle ville de Casablanca, la plus grande ville du Maghreb avec près de 4 millions d'habitants, une ville dans laquelle depuis plus de 30 ans j'aime à revenir pour y constater les progrès réguliers de la gestion urbaine et de l'amélioration du cadre de vie, au bénéfice de tous les citoyens.

Le message de la Campagne mondiale sur la gouvernance, qui vient d'être lancée aujourd'hui pour la première fois dans le Monde arabe, est également très clair. Les villes peuvent et doivent être gérées de façon démocratique, transparente, participative et décentralisée.

C'est ce que nous appelons la BONNE GOUVERNANCE, indispensable pour assurer l'équité sociale, la croissance économique et la protection de l'environnement, en un mot pour assurer une urbanisation durable. Ce message nous vient du Sommet Mondial des Villes tenu à Istanbul en 1996. Nous nous réjouissons que le Gouvernement du Royaume du Maroc adhère totalement aux principes de la bonne gouvernance. Le message de notre seconde Campagne mondiale sur la sécurité foncière et immobilière, qui est également lancée aujourd'hui pour la première fois dans le monde arabe, est complémentaire mais tout aussi essentiel.

Pour que les habitants investissent dans leur logement, il faut que leur statut d'occupation soit sécurisé, qu'ils ne soient pas victimes d'évictions forcées, qu'ils soient au contraire aidés par les pouvoirs publics pour accéder aux terrains, aux logements et aux services urbains de base. Ce message n'est certes pas nouveau ici, puisque depuis deux décennies le Royaume du Maroc s'est engagé dans un effort délibéré de résorption de l'habitat insalubre. Mais ce message doit être répété et réaffirmé, et traduit pas des mesures adaptées à l'évolution de la situation des villes et à l'urbanisation de la pauvreté, ce phénomène marquant de la transition urbaine planétaire.

Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs,

Si les messages et les principes sont clairs, il s'agit bien sûr de les transformer en POLITIQUES. Sur la base de notre expérience internationale, nous affirmons que « de bonnes politiques font toute la différence » et nous parlons de politiques aux trois niveaux emboîtés de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat, trois niveaux indissociables de toute stratégie de développement des établissements humains.

La formulation d'une politique urbaine demande d'abord de définir des PRIORITES, ensuite d'assurer l'adéquation des moyens et des objectifs et enfin de dynamiser ou d'ajuster le cadre institutionnel de l'habitat et de l'urbanisme afin qu'il favorise les partenariats, tant entre gouvernement central et collectivités locales qu'entre secteur public et secteur privé.

Depuis une dizaine d'années le Maroc a beaucoup progressé dans ces différents domaines. ONU-HABITAT étant une agence des Nations Unies chargée de promouvoir la coopération internationale, nous utilisons souvent l'expérience marocaine en tant qu'exemple à suivre par les pays à revenus intermédiaires. Nous souhaitons que cette expérience soit davantage valorisée et diffusée et nous comptons apporter un appui accru au gouvernement en vue d'une diffusion internationale des leçons apprises ici au Maroc.

Mesdames et Messieurs,

Après les principes et les politiques nous devons aborder un troisième et dernier niveau d'intervention, celui des programmes et des actions sans lequel les meilleures politiques resteraient théoriques et sans impact. Les politiques de développement urbain doivent se traduire concrètement par des méthodes et des pratiques renouvelées de planification et de gestion urbaines. C'est là tout le sens des programmes soutenus par ONU-HABITAT au Maroc ces dernières années pour réduire la pauvreté et améliorer l'environnement urbain.

Je citerai les Agendas 21 locaux actifs avec l'appui du PNUD dans les villes d'Essaouira, Marrakech, Meknès et Agadir, ou la stratégie de développement de ville (SDV) appuyée par l'Alliance des villes, un partenariat entre ONU-HABITAT, la Banque Mondiale et plusieurs agences bilatérales à Tétouan, ou encore les actions de mises en réseaux d'experts menées par notre Programme de Gestion Urbaine. Dans tous ces cas, notre mission est d'aider le gouvernement et les villes à renforcer leurs outils et leurs capacités afin d'encadrer, de guider et de dynamiser des processus d'urbanisation, en coopération avec tous les partenaires concernés, y compris les organisations de la société civile.

Lors du récent Forum Urbain Mondial tenu à Barcelone du 13 au 17 septembre, plusieurs programmes urbains en cours au Maroc ont été présentés et ont suscité beaucoup d'intérêt et de discussion. Nous souhaitons que les débats du Forum national qui s'ouvre aujourd'hui approfondissent la discussion et permettent aux villes marocaines d'apprendre les unes des autres.

Venons-en pour conclure au domaine de l'habitat, le plus concret et le plus immédiat pour les populations et surtout pour les catégories défavorisées. Depuis deux décennies, le Maroc a engagé des actions ambitieuses dans ce domaine, améliorant sérieusement les conditions de logement des couches moyennes et leur accès aux services. Un cadre institutionnel assez complet est en place, la promotion immobilière et les entreprises font preuve d'un dynamisme inconnu dans bien d'autres pays. Mais bien sûr, tous les problèmes ne sont pas résolus. Je citerai en particulier le cas des bidonvilles qui regroupent environ 250 000 ménages soit 7 à 8% de la population urbaine. Les bidonvilles sont l'illustration physique de la pauvreté urbaine ou des difficultés d'accéder aux terrains et aux logements formels. Nous devons nous arrêter un instant sur ce problème ici à Casablanca, la ville où précisément est né le mot « bidonville » dans les années 1930.

Nous devons nous arrêter sur ce problème parce que l'amélioration des bidonvilles fait partie des engagements de tous les Chefs d'Etat du monde dans la Déclaration du Millénaire adoptée en septembre 2000. Mais aussi parce que les bidonvilles démontrent concrètement la nécessité des deux Campagnes que nous lançons aujourd'hui avec la Déclaration de Casablanca.

Sans bonne gouvernance et sans sécurité foncière et immobilière, les bidonvilles ne seront ni résorbés ni améliorés, ils changeront simplement de forme et de lieu. Le gouvernement l'a bien compris en initiant le programme « Villes sans bidonville » en partenariat avec de nombreux acteurs dans le cadre de véritables « contrats de ville ». Il s'agit là encore d'un programme ambitieux qui doit mobiliser des ressources publiques substantielles dépassant 5 milliards de DH d'ici 2010. A ONU-HABITAT, nous comptons avec d'autres membres de l'Alliance des villes tels que la Banque Mondiale l'USAID et l'AFD, appuyer ce programme afin que le Maroc soit l'un des tous premiers pays en développement à atteindre pleinement la cible fixée dans la Déclaration du Millénaire.

Nous savons que le succès du programme VSB dépend pour une large part d'un renouveau de la gouvernance urbaine, d'une décentralisation et d'un renforcement des capacités des collectivités locales, mais aussi d'une complémentarité de ce programme avec d'autres volets de la politique de l'habitat. Ce succès dépend de l'écho que rencontreront les deux Campagnes que nous lançons aujourd'hui, ainsi que d'une réelle convergence des préoccupations d'urbanisme et d'habitat. Tel est le sens profond de notre réunion de Casablanca ce lundi 4 octobre 2004.

Monsieur le Ministre,
Chers amis,

Pour conclure, je tiens à vous féliciter une nouvelle fois pour cette magnifique initiative et vous remercier de tout cœur pour votre légendaire hospitalité. Je tiens aussi à cette occasion à remettre le pin's officiel d'ONU-HABITAT au Ministre M. Hejira. Je vous souhaite une excellente Journée Mondiale de l'Habitat.

Merci.